

OBSERVATOIRE PLURIANNUEL DES ENJEUX
SOCIOPOLITIQUES ET SÉCURITAIRES
EN AFRIQUE ÉQUATORIALE ET
DANS LES ÎLES DU GOLFE DE GUINÉE



*Projet financé par le Ministère de la Défense
de la République française
Délégation aux Affaires Stratégiques*



FONDEMENTS DES POLITIQUES AFRICAINES DES ÉMERGENTS (BRÉSIL, INDE, TURQUIE ET AFRIQUE DU SUD)

Table des matières

Carte des 10 pays membres de la CEEAC	3
INTRODUCTION	4
POLITIQUES AFRICAINES DES ÉMERGENTS : BRÉSIL, INDE, TURQUIE ET AFRIQUE DU SUD.....	5
A) Le Brésil.....	5
B) L’Inde	6
C) La Turquie.....	9
D) L’Afrique du Sud	11
CONCLUSION	15



Carte des 10 pays membres de la CEEAC

(Communauté économique des États d’Afrique centrale - source : TDRP)

INTRODUCTION

Entre 2000 et 2012, le volume du commerce sino-africain est passé de 10 milliards à 200 milliards USD¹. Au cours de la même période, la Chine consolidait son statut de partenaire indispensable auprès de la plupart des pays africains.

L'ampleur et le succès de la percée chinoise en Afrique a pratiquement occulté la présence grandissante d'autres pays émergents sur le continent – notamment le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud ou la Turquie – dans des domaines aussi variés que le développement des infrastructures, les télécommunications, les marchés énergétiques, etc. Leur présence tend ainsi à consolider non seulement l'aspect concurrentiel des relations internationales en Afrique, mais aussi le processus d'intégration du continent à la mondialisation.

Au-delà des spécificités, modalités, convergences et impacts de ces « nouveaux » partenariats, il convient d'analyser dans quelle mesure cette « coopération Sud-Sud » renforcée est vectrice d'opportunités nouvelles pour le continent.

Le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud et la Turquie inscrivent en effet leur politique africaine dans un mouvement plus large d'ouverture au monde. Tous poursuivent une politique étrangère qu'ils veulent autonome et orientée vers la modification du système international, dans un sens qui prenne en compte leur influence nouvelle ou retrouvée.

L'Afrique peut-elle trouver dans cette reconfiguration des rapports de puissances, des moyens et leviers pour sa propre émergence? Dans quelle mesure la trajectoire des émergents ainsi que les ressources tirées de ces nouvelles relations bilatérales peuvent-ils servir de référence pour un renouvellement des pratiques et de l'économie politique des pays de la sous-région d'Afrique centrale?

Les émergents sont avant tout des puissances régionales, développant l'essentiel de leur influence dans leur environnement proche. Cependant, leurs évolutions et politiques internes interviennent pour une bonne part dans la formulation de leurs « doctrines africaines ».

Ce mouvement vers l'Afrique représente, pour les pays visés par la présente étude, un changement de paradigme dans leur diplomatie et leurs relations extérieures, ainsi qu'une opportunité de développement, complexe mais réelle.

Ce qui suit est une analyse visant à illustrer le potentiel de renouvellement du champ politique dans les pays de l'Observatoire et l'impact qui en résulte pour les relations avec leurs partenaires traditionnels.

Il s'agit de la première partie de l'analyse, principalement consacrée au descriptif et aux fondements des politiques africaines du Brésil, de l'Inde, de la Turquie et de l'Afrique du Sud. Leur traduction et leur appropriation dans les quatre pays de l'Observatoire sont abordés dans une seconde partie consacrée aux politiques d'émergence des pays d'Afrique centrale et équatoriale.

1. Selon les statistiques officielles chinoises.

POLITIQUES AFRICAINES DES ÉMERGENTS : BRÉSIL, INDE, TURQUIE ET AFRIQUE DU SUD

A) Le Brésil

L'« offensive africaine » actuelle du Brésil, entreprise sous la présidence de Lula, s'inscrit dans les trois dimensions de son action internationale : une diplomatie économique réaliste ; une diplomatie politique active et affirmative, orientée vers la défense des intérêts nationaux ; et un *Agenda social*² défini comme modèle et force de proposition. Il a ainsi déclaré vouloir « réaffirmer les liens profonds [unissant le Brésil] à tout le continent africain et [contribuer activement au développement de son énorme potentiel] ». Les pays lusophones d'Afrique sont devenus la cible privilégiée des efforts diplomatiques, commerciaux et d'aide au développement de Brasilia, via notamment la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP). Toutefois, c'est bien l'ensemble du continent qui fait aujourd'hui l'objet des attentions du géant sud-américain.

Sous la présidence de Dilma Rousseff, le Brésil renforce ses relations avec l'Afrique avec l'objectif affirmé de devenir d'ici 2022 la cinquième économie mondiale. Le commerce du Brésil avec l'Afrique a connu la seconde plus importante hausse parmi les BRICS après la Chine, passant de 4,2 milliards en 2000 à 26,5 milliards USD en 2012 ; soit une part passant de 3,9 % à 5,7 %³. Les matières premières sont les principales denrées qu'exporte l'Afrique vers le Brésil, et le secteur concentre la majorité des investissements brésiliens. Pourtant, le géant sud-américain est lui aussi exportateur de ressources naturelles, et apparaît moins intéressé par le sous-sol d'Afrique que par ses marchés en expansion. C'est dans ce secteur en effet que se trouvent l'expertise et l'expérience des principales firmes brésiliennes.

Toutefois, la présence de compagnies comme Vale⁴, Petrobras, Odebrecht⁵ (premier employeur privé en Angola), Camargo Corrêa⁶, Andrade Gutierrez⁷, Furnas⁸, Embrapa⁹, Votorantim¹⁰ ou Embraer¹¹, en Afrique, est liée aux caractéristiques géologiques et climatiques similaires entre les deux pays mais aussi à un avantage comparatif aux entreprises brésiliennes.

2. L'Agenda social désigne une multitude de programmes concernant divers secteurs : développement social, santé, éducation, mais aussi affaires culturelles ou justice pénale. ; voir : Thomas Cooper Patriota, « Le Brésil, un Partenaire de l'Afrique qui s'affirme : Les relations Brésil/Afrique sous les gouvernements Lula (2003-2010) », *Les Études de l'IFRI*, Paris, septembre 2011, p. 39.

3. Ana Cristina Alves, « Brazil in Africa: Achievements and Challenges », in: Nicholas Kitchen (ed.), *Emerging Powers in Africa*. London : LSE Special Reports, 2013.

4. Entreprise minière multinationale présente également dans les secteurs énergétique et logistique.

5. Construction, pétrochimie, défense et technologie, transport et logistique, carburant et autres secteurs.

6. Ciment, construction, énergie et concessions autoroutières.

7. L'un des plus grands groupes au Brésil en génie civil, infrastructures, transport, énergie.

8. Filiale de l'électricien national Electrobras, génère ou fournit 51 % des ménages au Brésil et plus de 40 % de l'électricité du pays passe à travers son réseau.

9. Entreprise brésilienne de recherche agricole.

10. Conglomérat spécialisé dans la finance, l'énergie, la sidérurgie, la papeterie, etc.

11. Embraer (*Empresa Brasileira de Aeronáutica*) constructeur aéronautique spécialisé dans les avions civils de petite et de moyenne taille, avions de chasse, de télédétection et de transport d'autorités.

Pour le Brésil, les échanges « Sud-Sud » représentent une composante majeure de son effort d'affirmation de la puissance nationale, dans l'objectif affirmé de rendre l'architecture internationale plus respectueuse de son poids politique. Ceci transparaît largement de sa campagne visant à obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies et de son investissement dans des forums multilatéraux tels que les BRICS, l'IBAS (le forum de dialogue Inde, Brésil et Afrique du Sud) ou encore l'ASA (le forum Amérique du Sud-Afrique). Le Brésil confère ainsi aux relations avec l'Afrique une importance « stratégique » majeure. En moins de dix ans, il a plus que doublé sa représentation diplomatique en Afrique, passant de 17 ambassades à 37. Le président Lula a effectué 12 visites dans 29 pays du continent, accompagné d'importantes délégations du milieu des affaires¹². Brasilia a signé des accords de partenariat stratégique avec l'Afrique du Sud et l'Angola en 2010, et avec le Nigeria, un mémorandum d'entente (*memorandum of understanding*) sur un Mécanisme de Dialogue Stratégique en 2013. Des accords de consultation politique ont également été conclus avec la majorité des pays africains.

Les ressources déployées dans le cadre de la coopération technique ont triplé entre 2006 et 2010, dont 50 % sont dirigés vers l'Afrique. Le pays a récemment annulé pour plus d'un milliard de dollars de dettes de pays africains. Cette assistance se veut novatrice, basée sur la formation et le partage de technologies dans les domaines de l'agriculture, de la santé et de l'énergie en priorité. Le Brésil de Lula, puis de Rousseff, joue ainsi de ses réussites en matière de sécurité alimentaire, de croissance économique, de lutte contre la faim et la pauvreté, d'accès à l'eau et à l'électricité et d'intégration sociale pour promouvoir son propre modèle de développement.

Dans le domaine de la sécurité, l'investissement du Brésil – encore modéré – va croissant, en ligne avec l'extension de ses horizons stratégiques désormais orientés vers l'« Atlantique Sud », où les menaces de la piraterie et de la criminalité organisée (trafic de drogues notamment) représentent un enjeu de plus en plus saillant. Des accords de coopération dans le domaine de la défense ont ainsi été signés avec le Cap Vert en 1994, avec l'Afrique du Sud en 2003, avec la Guinée-Bissau en 2006, avec le Mozambique et la Namibie en 2009, avec le Nigeria, le Sénégal, l'Angola et la Guinée équatoriale en 2010¹³. Pourtant, l'essentiel de la contribution brésilienne à la sécurité du continent se joue dans des canaux indirects ou multilatéraux : la sécurité maritime dans l'espace « Atlantique Sud » s'est ainsi vue promue via la CPLP et l'IBAS, et la sécurité africaine plus généralement, largement gérée au travers de l'action diplomatique du Brésil aux Nations unies.

B) L'Inde

L'Inde et l'Afrique partagent également un héritage historique de relations commerciales et culturelles. Le socle des relations contemporaines est fondé autant sur l'héritage politique de la lutte contre l'impérialisme et du mouvement des non-alignés que sur la présence d'une importante diaspora indienne en terre africaine. Une phrase attribuée à Gandhi selon laquelle, « *le commerce entre l'Inde et l'Afrique sera un commerce d'idées et de services, pas de biens manufacturés contre*

12. Ivan Briscoe & Timo Peeters, « A Southern rising : partnership and power in Brazil's Africa agenda », *Internationale Spectator*, 13 novembre 2013.

13. Sérgio Luiz Cruz Aguilar, « South Atlantic : Brazil-Africa Relations in the field of security and defense », *Austral : Brazilian Journal of Strategy & International Relations*, 2 (4), 2013, p. 47-68.

des matières premières à la manière des [puissances] occidentales » est aujourd'hui devenue un leitmotiv à l'action indienne en Afrique. C'est au début des années 2000 que l'Inde se réengagea réellement en Afrique, sa « nouvelle politique » représentant avant tout un changement pratique et matériel plutôt que programmatique ou idéal.

Le commerce indo-africain est passé d'un milliard USD en 1991, à 7,3 milliards en 2000 et 53,3 milliards en 2010-11¹⁴. Il pourrait atteindre 90 milliards en 2015. Cette hausse découle, dans une large mesure, de la croissance économique indienne ; le plus grand pays d'Asie du Sud voit en effet sa demande en énergie, en matières premières et en ressources agricoles exploser à mesure que son développement économique et démographique pousse sa consommation à la hausse. La sécurité énergétique représente une préoccupation telle, pour Delhi, qu'elle se reflète non seulement dans ses investissements (*Oil and Natural Gas Corporation Videsh* au Soudan, au Nigeria, en Libye...¹⁵), mais aussi dans le prix qu'elle paie pour ses importations (elle serait le pays payant le plus cher le charbon d'Afrique du Sud).

Les investissements indiens sont en grande partie sectoriels (services, télécommunications...) et principalement menés par le secteur privé. En témoigne le succès du conclave organisé par la Confédération de l'industrie indienne (CII), en 2006, le « *Conclave on India-Africa Project Partnership* », qui a généré des contrats pour un montant total de 17 milliards de dollars. Entre 2005 et 2010 pas moins de 16 milliards de dollars « ont été injectés par le secteur privé sur le continent »¹⁶. L'exécutif indien, n'est pourtant jamais loin : « [l'Inde] [...] a une stratégie cohérente et ciblée pour les États clefs en Afrique. L'assistance financière est souvent couplée avec l'IED, les accords commerciaux, l'accès aux marchés et l'obtention d'énergie »¹⁷. Parmi les initiatives de Delhi se retrouvent le *Focus Africa Programme* ou le *Techno-Economic Approach for Africa-India Movement* (TEAM-9). En conséquence, entre 2007 et 2012, l'Inde aurait investi dans 237 nouveaux projets en Afrique contre 152 pour la Chine¹⁸. Entre 2003 et 2012, l'Inde aurait investi pour 52 milliards de dollars dans de nouveaux projets en Afrique, contre 45 milliards pour la Chine¹⁹. Il ressort ainsi de ces investissements – menés par des groupes comme Videsh et Mittal dans le secteur des matières premières, mais aussi Tata (automobile, télécoms), Bharti-Airtel (télécoms), Kalinda Rail (chemins de fer), Cipla (médicaments génériques), Karuturi Global (agro-alimentaire), etc.²⁰ – que l'Inde courtise les marchés africains au moins autant que ses ressources. Pour ces groupes, et ainsi que le promeuvent les diplomates indiens, leur avantage comparatif se trouve dans leur emploi d'une main d'œuvre locale, et dans leur volonté de partenariat – au travers de la formation et du transfert de technologies. Selon le vice-Président indien Hamid Ansari (2013) :

14. Stein Sundstøl Eriksen et al., *India in Africa : Implications for Norwegian Foreign and Development Policies*, Oslo : NUPI Report, 2012.

15. Entre 1995 et 2005, Videsh développé 12 nouveaux champs, incluant des investissements au Soudan, au Nigeria, en Côte d'Ivoire, en Libye, en Égypte et au Gabon.

16. Léopold Nséké, « BRICS : L'Inde s'accroche en Afrique », *Afrique Expansion*, 4 avril 2013.

17. Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, *La coopération de l'Afrique avec les partenaires de développement nouveaux et émergents : options pour le développement de l'Afrique*, op.cit., p. 58 ; Sanusha Naidu, « India's Growing African Strategy », *Review of African Political Economy*, 35 (115), p. 116-128.

18. Jacey Fortin, « Creeping Tiger : India's Presence in Africa Grows, Even As China Steals the Spotlight », *International Business Times*, 27 juin 2013.

19. Jean-Philippe Stijns & Bakary Traoré, « New challengers for China : Africa's emerging partnerships 2.0? », *OECD Observer N° 296 Q3*, 2013.

20. Nacim Kaid Slimane, « L'"Indafrique" en pleine émergence », *Terangaweb - L'Afrique des idées ?*

« *L'approche indienne n'est pas de seulement donner le poisson, c'est d'apprendre à pêcher* ».

Sécurité énergétique, quête de ressources et de marchés, volonté de diversification et d'internationalisation des grands groupes industriels représentent ainsi autant de moteurs à la politique africaine de l'Inde aujourd'hui, les acteurs de cette percée pouvant compter sur une diaspora historiquement bien implantée sur le continent, qui représente un important vivier d'entrepreneurs et une base utile pour appréhender le cadre culturel, réglementaire, social et sociétal. L'Afrique a dès lors confirmé son statut de « réservoir d'opportunités » auprès du gouvernement indien et de grands conglomérats, qui y voient l'occasion d'internationaliser leurs activités et d'augmenter leur capacité à répondre aux besoins d'une Inde en pleine expansion. Les investissements indiens en Afrique confirment également le rôle de tremplin de la diaspora, l'importance du secteur privé dans le développement des échanges, et l'activisme des autorités publiques indiennes (autant dans la facilitation des échanges, que dans leur cadrage au sein d'une stratégie nationale). Ces investissements se concentrent ainsi dans certains pays clefs du continent, dont la « plaque tournante » que représente l'île Maurice²¹.

Au niveau politique et stratégique, la percée indienne semble motivée par un objectif double : favoriser une convergence d'intérêts autour d'une réforme de la gouvernance mondiale et faire face au rival chinois. Selon Abdullah Verachia, l'Inde aurait perdu face à la concurrence chinoise, près de 12,5 milliards de dollars de contrats dans le secteur énergétique en 2009²². L'objectif d'une transformation du système international s'inscrit ainsi dans le cadre d'une « coopération Sud-Sud », matérialisée par le sommet IBAS notamment, dont la pierre angulaire se trouve être la relation privilégiée de Delhi avec l'ANC. Au niveau géopolitique, l'Inde voit dans les pays de la façade est du continent des « voisins » (« *near abroad* », étranger proche), avec lesquels la coopération en matière de lutte contre le terrorisme ou la sécurisation des routes maritimes notamment s'avère cruciale.

L'Inde a lancé un premier sommet Inde-Afrique en 2008, un deuxième en 2011 et un troisième est prévu fin 2014. Le sommet de 2011 a donné lieu à la Déclaration d'Addis Abeba et le Cadre Inde-Afrique pour une Coopération renforcée. La Déclaration souligne l'importance du multilatéralisme et de la Coopération Sud-Sud, ainsi qu'un engagement commun envers une réforme en profondeur du système des Nations unies.

L'Inde a investi considérablement non seulement dans son aide au développement – fonds de plus de 200 millions de dollars pour encourager l'intégration économique du continent dans le cadre du NEPAD ; assistance technique dépassant le milliard de dollars via l'ITEC²³ ; bourses d'études dans le cadre des activités de l'*Indian Council for Cultural Relations*²⁴ ; annulation de certaines créances de

21. Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, *La coopération de l'Afrique avec les partenaires de développement nouveaux et émergents : options pour le développement de l'Afrique*, New York : Nations unies, 2010, 2010, p. 62.

22. Abdullah Verachia, « [Unpacking India's African Engagement](#) », Presentation prepared for the OECD Expert Meeting, Paris, octobre 2010.

23. L'*Indian Technical and Economic Co-operation* a été fondé en 1964. Environ 155 pays sont visés par ses activités.

24. Fondé en 1950, le Conseil indien pour les relations culturelles, l'*Indian Council for Cultural Relations* (ICCR) participe à la formulation et la mise en œuvre de politiques et programmes ayant trait aux relations culturelles extérieures de l'Inde. L'ICCR offre chaque année environ 3 365 bourses d'études à des étudiants venus de différents pays en développement, dont 900 étudiants des pays africains. Il s'agit de bacheliers ou doctorants, ainsi que de candidats à des cours professionnels dans les disciplines telles que l'ingénierie, la pharmacie, la comptabilité, l'administration et la gestion d'entreprises.

pays très endettés, etc. – mais aussi dans son soutien à la sécurité sur le continent, principalement au travers de son engagement dans les missions de paix des Nations unies²⁵. Cela dit, l'investissement indien dans les missions de paix en Afrique « *n'est qu'une partie de sa diplomatie de défense sur le continent, qui n'est à son tour qu'une petite partie de son offensive économique et politique générale [...]* ».

C) La Turquie

Historiquement, la Turquie est fort liée à l'Afrique du Nord, qui explique en partie l'émergence du concept géographique contemporain de « Moyen-Orient et Afrique du Nord » ou MENA. Les relations avec l'Afrique subsaharienne sont, d'après le chercheur Mehmet Özkan, plus récentes, ce qui a pour conséquence une perception fracturée du continent par les élites et la société turques, entre un nord proche et familier, et une Afrique « noire » exotique et peu connue²⁶. Comme pour le Brésil, le tour « internationaliste » pris par la diplomatie turque est dû à un changement au sein des équipes dirigeantes, et à la consolidation de l'AKP – le Parti pour la justice et le développement – au pouvoir après les élections de 2002.

Après les années 1990, caractérisées par des difficultés budgétaires, une instabilité interne préoccupante et le refus de l'UE d'accorder le statut d'État candidat à l'adhésion, Ankara élabore dès 1998, un Plan d'ouverture et d'action sur l'Afrique, passant ainsi d'un statut d'« allié de l'Occident » à celui d'« acteur global ».

La Turquie entreprend une véritable refonte de sa politique étrangère, prenant appui sur les efforts des gouvernements précédents pour se déployer dans un cadre mondial, et non plus régional. Les relations à l'Afrique connaissent ainsi un tournant radical en 2005. Jusque-là, le Plan d'ouverture a été suivi de peu d'actions concrètes, sinon l'adoption d'un « plan stratégique et économique » en 2003. Dès 2005 pourtant, la Turquie entreprit d'imposer sa diplomatie, ses écoles et ses docteurs comme acteurs majeurs du développement et de l'avenir de l'Afrique, obtenant cette même année le statut d'observateur auprès de l'Union africaine. En 2008, se tint le premier Sommet de coopération turco-africain, rassemblant pas moins de 50 chefs d'État africains²⁷. En 2008 toujours, la Turquie décidait d'ouvrir 15 nouvelles ambassades en Afrique, faisant plus que doubler sa représentation diplomatique sur le continent. L'ouverture à l'Afrique de la Turquie s'articule selon trois axes principaux : un développement rapide des échanges commerciaux ; une présence majeure dans le secteur humanitaire et les réseaux éducatifs du continent ; et la construction d'une légitimité politique via une diplomatie active. Les vecteurs d'influence de la Turquie, dans chacun de ces domaines, sont aussi bien publics que privés.

La coupole TUSKON (la Confédération des hommes d'affaires et industriels turcs) est avec d'autres organisations comme la MÜSIAD (Association des industriels et hommes d'affaires indépendants), le véritable moteur des échanges commerciaux turco-africains. TUSKON rassemble sept fédérations

25. Frank van Rooyen, *Blue Helmets for Africa : India's Peacekeeping in Africa*, SAIIA Occasional Paper 60, mai 2010 ; Ruchita Beri, "India's Role in Keeping Peace in Africa", *Strategic Analysis*, 32 (2), 2008, p. 197-221.

26. Mehmet Özkan, « Turkey's rising role in Africa », *Turkish Policy Quarterly*, 9 (4), p. 93-105.

27. Ibid., p. 11.

et 211 associations du secteur des affaires turc, ainsi que 55 000 entrepreneurs²⁸. Elle organise depuis 2006 des forums de rencontre entre le monde des affaires turc et des partenaires internationaux, qui jouent un rôle majeur dans l'offensive économique d'Ankara en Afrique. Ainsi, le « *Turkish-African Trading Bridge* », organisé en 2006, rassembla 500 délégués d'Afrique, et 1 700 hommes d'affaires turcs, ainsi que 20 ministres et 40 officiels de haut niveau²⁹. Les échanges commerciaux ont effectivement explosé : en 1999, le commerce de la Turquie avec l'Afrique atteignait 3,3 milliards de dollars, équitablement répartis entre importations (1,687 milliard) et exportations (1,655 milliard), mais largement concentrés en Afrique du Nord : 2,748 milliards de dollars, pour 594 millions en Afrique Sub-saharienne. En 2009, le commerce turco-africain atteignait pratiquement 16 milliards de dollars, dont 7,5 d'exportations turques vers l'Afrique du Nord. En 2013, les échanges commerciaux entre Ankara et le continent se chiffraient à 20 milliards de dollars³⁰. Au-delà de la croissance des échanges, la Turquie s'est positionnée sur le continent comme un partenaire majeur en matière de « *contracting* » (construction d'infrastructures, logements, etc.). En novembre 2010, la France évoquait d'ailleurs l'idée de lancer des missions économiques conjointes turco-françaises en Afrique, afin de contrer la capacité croissante de la Chine à y remporter des contrats³¹.

Encadrant deux domaines de coopération en pleine expansion – commerce et humanitaire (concentré dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'aide d'urgence) –, la diplomatie turque a, sous l'AKP, adapté son discours à l'objectif double de servir la politique interne, et de consolider l'image d'« acteur global » donné à la Turquie par le Premier ministre Davutoğlu. Le ferment et liant de ces ambitions se retrouve dans l'agenda religieux promu par l'AKP. Le gouvernement a trouvé dans la religion un outil de « *soft power* », une assise en interne mais aussi et surtout un facteur de légitimation et de différenciation par rapport aux autres partenaires – traditionnels et émergents – de l'Afrique³². Pour asseoir cette influence, Ankara a aussi recours à des instruments et politiques de puissance plus traditionnels. La marine turque a ainsi dépêché une *task force* (« barbaros ») de quatre frégates pour une mission de diplomatie, les navires devant visiter pas moins de 27 pays africains en 102 jours³³.

La Turquie s'est également fortement impliquée dans l'assistance à la Somalie et au Soudan, et a marqué son soutien à l'Union africaine dans le maintien de la paix et la stabilité sur le continent. Ankara s'est en outre engagé dans plusieurs missions de maintien de la paix des Nations unies en Afrique, a développé des collaborations dans le domaine de l'industrie de la défense avec l'Afrique du Sud, et a mené des exercices conjoints avec Pretoria³⁴.

28. « Central West Africa shows up for TUSKON event », *Today's Zaman*, 5 mai 2014.

29. János Besenyo, Péter Oláh, « One of the new competitors in Africa : Turkey », *Academic and Applied Research in Military Science*, 11 (1), 2012, p. 145.

30. Bülent Aras, « Turkey's Africa Policy », GMF Analysis, 7 octobre 2013.

31. Mehmet Özkan, « Turkey's rising role in Africa », *op. cit.*, p. 101.

32. Mehmet Özkan, « Turkey's Religious and Socio-Political Depth in Africa », Nicholas Kitchen (ed.), *Emerging Powers in Africa*. London : LSE Special Reports, 2013.

33. Fehim Tastekin, « Turkey's Africa policies bend hard, soft power », *Al Monitor*, 6 avril 2014. Voir aussi Désiré-Clitandre Dzonteu, « Des navires de guerre turcs à Libreville », *Gabon Review*, 23 avril 2014.

34. Karen Kaya et Jason Warner, « Turkey and Africa : A Rising Military Partnership? », FMSO, octobre 2012.

La présence grandissante de la Turquie sur le continent sert son objectif de devenir un « acteur global » ; elle ouvre des opportunités aux entrepreneurs turcs engagés dans le commerce international... Mais elle a aussi débouché sur d'autres résultats tangibles, vis-à-vis du système international et de la gouvernance mondiale et régionale. Ainsi, la Turquie a pu compter sur les votes de tous les pays africains, sauf deux (probablement l'Afrique du Sud et le Mozambique), pour obtenir en 2008 un siège de membre non-permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. En 2008 toujours, la Turquie se voyait accorder le statut de partenaire stratégique par l'UA et rejoignait la Banque de Développement africaine (ADB). Pourtant, les écueils abondent aujourd'hui, qui mettent en péril non seulement la dynamique ascendante de la relation, mais ses fondements même.

Au niveau du commerce, l'objectif d'Erdoğan de porter les échanges commerciaux à 50 milliards de dollars a été repoussé de 2013 à 2015³⁵, et ne sera probablement pas atteint. Les entreprises turques souffrent en outre de la concurrence sur le marché africain, et peinent à s'y maintenir³⁶. Au niveau de l'articulation entre les objectifs diplomatiques de l'AKP et ses instruments d'influence, d'importants problèmes ont émergé ces dernières années. Il fut par exemple récemment confirmé par la marine nigérienne que Turkish Airlines avait transporté des armes au Nigeria³⁷. En Somalie, où Ankara a engagé d'importants investissements, un récent scandale de corruption a débouché sur l'arrêt du soutien budgétaire direct de la Turquie au gouvernement de Mogadiscio, et mis à jour la fragilité des acquis turcs dans le pays, en termes d'influence et de contribution au développement³⁸.

D) L'Afrique du Sud

Pour Pretoria, l'ouverture à l'Afrique est avant tout une nécessité dictée par la géographie et trop longtemps contrariée par le régime d'*apartheid*. L'Afrique du Sud est considérée comme « puissance émergente ». Son Produit intérieur brut (PIB) représente environ 30 % de celui du continent. La production de ses industries et de ses mines représentent respectivement 40 et 45 % de la production continentale, et le pays génère plus de 50 % de l'électricité africaine³⁹.

Moteur économique de l'Afrique australe, l'Afrique du Sud bénéficie également du statut particulier dont elle a hérité depuis sa transition démocratique et la fin de l'*apartheid*. La transition démocratique du pays, établit une réelle rupture dans sa politique étrangère et dans son rapport à son voisinage.

En 1993, Nelson Mandela délimitait six nouveaux piliers d'une nouvelle politique étrangère : les droits humains, la démocratie, la justice et le respect du droit international, la paix, les enjeux et intérêts du continent africain, et la coopération régionale et internationale dans le champ

35. « Turkish PM Erdoğan sees \$50 billion in African trade », *Hurriyet Daily News*, 7 janvier 2013.

36. Abdullah Emre Akel, « [How has "Turkey's Africa Strategy" been Affecting Turkey's Exports to Africa : Evidence from Firm-Level Data for 2003-2012](#) », GTAP Paper.

37. Fehim Tastekin, « Turkey's Africa policies bend hard, soft power », *Al Monitor*, 6 avril 2014.

38. Drazen Jorgic & Tulay Karadeniz, "Biggest donor Turkey stops direct budget assistance to Somalia", *Reuters*, 13 février 2014.

39. Taku Fundira, « South Africa-Africa trade at a glance : Economic and trade policy overview », *TRALAC*, 2011.

économique⁴⁰. Après les élections, l'ANC, qui avait acquis une visibilité, légitimité et une expérience internationales lors de ses années d'exil, fit passer le nombre de ses ambassades en Afrique de 4 à 21⁴¹. L'Afrique du Sud passa ainsi rapidement du statut de paria sur la scène internationale à celui de leader de la « renaissance africaine »⁴².

Toutefois, le lourd bagage hérité de l'apartheid continue aujourd'hui encore à peser sur la politique étrangère de la « nouvelle » Afrique du Sud, qui fixe deux thèmes centraux à son action extérieure : le Panafricanisme – l'« agenda africain » de Thabo Mbeki – et la solidarité Sud-Sud, encadrée par le concept d'« Ubuntu » ou d'« Humanisme »⁴³.

Premièrement, l'Afrique du Sud reconnaît l'importance d'un continent en paix pour sa propre stabilité et sa prospérité. L'Afrique du Sud d'après 1994 s'est engagée dans une série d'initiatives de médiation, de maintien ou de rétablissement de la paix sur le continent. Le journaliste Jean-Paul Marthoz liste à cet égard l'implication des diplomates sud-africains dans divers conflits africains, comme au Burundi, en RDC, au Kenya, à Madagascar, en Côte d'Ivoire, en Angola, aux Comores ou au Zimbabwe ; la création d'un Secrétariat pour la construction de la paix au sein du DIRCO (*Department of International Relations and Cooperation* : le ministère des Affaires étrangères) ; la participation aux missions de paix en RDC, au Darfour ou au Burundi ; le rôle majeur de Thabo Mbeki au sein de l'UA en vue du règlement pacifique du conflit Nord-Sud au Soudan ; ou encore l'entraînement des nouvelles forces de police sud-soudanaises par Pretoria, avec l'assistance de la Norvège⁴⁴.

Deuxièmement, l'Afrique du Sud a intégré dès 1994 la SADC – la Communauté de développement de l'Afrique australe – qui avait pourtant été originellement créée par le Botswana, la Tanzanie, la Zambie et le Mozambique pour faire face au régime de l'apartheid. La « nouvelle diplomatie » de Pretoria visait, d'après Rizzi et Schütz, à modifier son positionnement régional et à déplacer son hégémonie régionale du domaine de la puissance à un registre plus moral⁴⁵. Sous Mbeki, puis sous Zuma, cette défense du multilatéralisme a pris un tour plus global, visant à « aligner l'agenda de développement de l'Afrique et du Sud global avec celui des organisations de gouvernance mondiale »⁴⁶. Zuma rappelait ainsi en 2011 l'engagement de son pays en faveur de la « transformation de la gouvernance mondiale d'un système basé sur la puissance vers un système basé sur des règles, dans un ordre mondial juste et équitable »⁴⁷.

40. Nelson Mandela, « South Africa's Future Foreign Policy », *Foreign Affairs*, novembre/décembre 1993.

41. Voir : Roger Pfister, « South Africa's Recent Foreign Policy Towards Africa : Issues and Literature », Center for International Studies Paper n° 29, Zurich : ETH, 2000.

42. Peter J. Schraeder, « South Africa's Foreign Policy : From International Pariah to Leader of the African Renaissance », *The Round Table*, 359, 2001, p. 229-243.

43. « Building a Better World : The Diplomacy of Ubuntu », *op. cit.*

44. Jean-Paul Marthoz, « South Africa's global ambitions », *The Broker*, 21 février 2013.

45. Kamilla Raquel Rizzi et Nathaly Xavier Schuütz, « Foreign Policy of New South Africa : Reinsertion and Regional Affirmation », *Austral : Brazilian Journal of Strategy & International Relations*, 3 (5), 2014, p. 193.

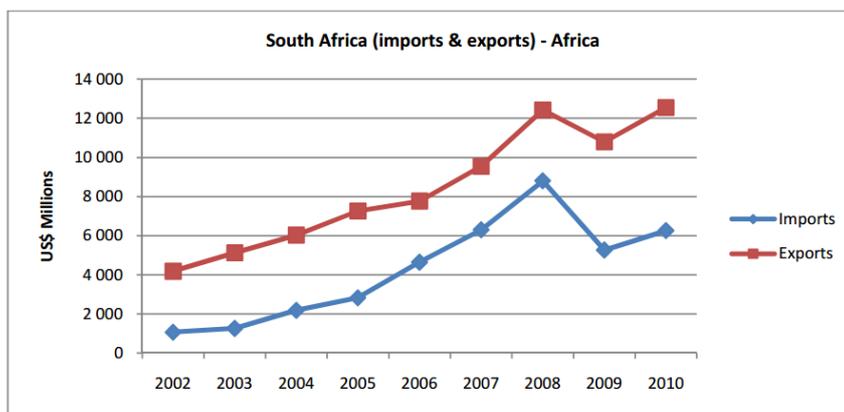
46. « Building a Better World : The Diplomacy of Ubuntu », *op. cit.*

47. « SA foreign policy independent, says Zuma », *South African Government News Agency*, 13 octobre 2011.

Troisièmement, l’Afrique du Sud a occupé une place majeure dans les mouvements africains de lutte contre l’impérialisme, ainsi que dans un imaginaire collectif d’émancipation. L’Afrique du Sud d’après 1994 n’a pas seulement hérité de son histoire contemporaine une attention particulière aux principes d’équité, de démocratie et de défense des droits humains. Elle en a également tiré un statut particulier dans le monde politique africain, composante majeure de son « soft power » dans le cadre du « panafricanisme ».

Quatrièmement, le pilier économique de l’ouverture sud-africaine vers le reste du continent a pris, ces dernières années, une importance considérable. Dans le plan stratégique 2013-2018 du DIRCO, il est indiqué comme objectif majeur le « renforcement des relations économiques pour la promotion du commerce, des investissements, du potentiel et des opportunités touristiques de l’Afrique du Sud »⁴⁸. Entre 2002 et 2010, le commerce entre l’Afrique du Sud et le reste du continent a augmenté de 17 % par an en moyenne, et la chute des échanges due à la crise économique de 2008-09 a été pratiquement rattrapée dès 2010⁴⁹.

Les principaux partenaires de Pretoria sur le continent sont, pour ses exportations, le Zimbabwe (17 %), le Mozambique (16 %) et la Zambie (14 %), et, pour ses importations, le Nigeria (35%), l’Angola (32 %) et le Mozambique (8 %)⁵⁰. Au niveau des investissements, les entreprises sud-africaines ont largement profité d’aides publiques – au travers d’entités comme l’IDC (*Industrial Development Corporation*) ou la DBSA (*Development Bank of Southern Africa*) pour s’affirmer comme acteurs de premier ordre sur le reste du continent. Entre 2005 et 2009, les investissements d’Afrique du Sud dans le reste de l’Afrique sont passés de 3 à 16 milliards de dollars⁵¹. Les secteurs concernés incluent aujourd’hui l’industrie minière, la distribution, la construction et l’industrie manufacturière, les services financiers, les télécommunications et le tourisme⁵².



(Source : Taku Fundira, « South Africa-Africa trade at a glance : Economic and trade policy overview », [TRALAC](#), 2011)

48. [Plan stratégique 2013-2018 du DIRCO](#), Department of International Relations and Cooperation.

49. Taku Fundira, « South Africa-Africa trade at a glance : Economic and trade policy overview », [TRALAC](#), 2011.

50. Ibid.

51. Ibid. ; voir également le rapport 2014 d’[UNCTAD](#).

52. Ibid.

Ces quatre piliers de l'action africaine de Pretoria se combinent à la diplomatie nationale par le chef de l'État. La contribution de l'Afrique du Sud à la paix et sa percée économique sur le continent se retrouvent aussi bien dans l'agenda multilatéral de sa diplomatie que dans les idéaux et principes poursuivis par ses décideurs. L'Architecture de Paix et de Sécurité de l'UA doit beaucoup à Thabo Mbeki, et c'est sur la proposition de Jacob Zuma que furent plus récemment mis en place les forces de réaction rapides de l'UA⁵³. Au niveau économique, l'intégration régionale, au sein de la SADC, est devenue une opportunité pour les industries sud-africaines de dépasser les limites de marchés nationaux trop exigus, de faire des économies d'échelle, et d'améliorer leur compétitivité. Le NEPAD constitue un autre pilier de la politique étrangère sud-africaine dont l'importance politique et idéale est majeure, continuation et la concrétisation du concept de « Renaissance africaine ».

L'Afrique du Sud d'après 1994 reste néanmoins confrontée à des défis considérables, liés à sa transition négociée vers la démocratie et plus globalement à ses évolutions internes, à sa place en « semi-périphérie » de l'Afrique ou encore à sa position de « junior » parmi les grands émergents que sont le Brésil, l'Inde ou la Chine... D'abord et avant tout, le statut qu'a gagné l'Afrique du Sud parmi ses partenaires du continent a consolidé l'aspect fusionnel qui existait déjà avant 1994 de la relation entre politique étrangère et politique interne⁵⁴. La force morale dont elle a pu se prévaloir vis-à-vis de ses partenaires sur le continent reste dès lors captive d'une « exemplarité » en interne qui vieillit plutôt mal. D'une part, les inégalités socio-économiques y restent criantes, la transition politique ayant conservé aux élites politiques de l'apartheid leurs intérêts économiques sans redistribution radicale⁵⁵.

Les phénomènes de violence, ou encore la marginalisation de pans entiers de la société contribuent à rendre la relation de l'État à sa population, et les rapports intra-sociétaux difficiles et conflictuels⁵⁶.

Enfin, la politique africaine de Pretoria s'inscrit dans une ambition plus large d'émergence en tant qu'acteur global, poursuivie également au travers d'un engagement et d'une solidarité « Sud-Sud ». Son investissement dans des forums tels que l'IBAS, les BRICS, ou encore le G8, les Nations unies, le FMI, la Banque mondiale ou l'OMC consomme d'importantes ressources diplomatiques⁵⁷ pour un résultat finalement tributaire de son statut et de sa place en Afrique.

53. Laurie Nathan, « African Solutions to African Problems : South Africa's Foreign Policy », *WeltTrends : Zeitschrift für internationale Politik*, 92, septembre/octobre 2013, p. 48-55.

54. L'ANC indiquait en 1994 voir dans la politique étrangère « une partie intégrale, ou plutôt une extension de la politique et des intérêts nationaux », et la considérer dès lors comme « une composante importante de [sa] stratégie » en matière de développement et d'enjeux sociaux. Voir : « Foreign Policy Perspective in a Democratic South Africa », *ANC*, décembre 1994.

55. Mike Albertus et Victor Menaldo, « South Africa, Unequal by Design », *Foreign Policy*, 3 janvier 2014.

56. Voir également : Stefan Andreasson, « Africa's prospects and South Africa's leadership potential in the emerging markets century », *Third World Quarterly*, 32 (6), 2011, p. 1165-1181.

57. Dénoncée par l'opposition qui parle d'« overstretch ». Voir : « South Africa must return to a Human Rights based foreign policy », *DA*, juillet 2014.

CONCLUSION

La percée et l'influence croissante des pays émergents sur le continent africain, au cours de cette décennie, confirment le rôle stratégique retrouvé du continent, comme source de matières premières, mais aussi comme marché émergent et pôle économique incontournable de la croissance mondiale. Outre la Chine, l'Afrique attire de nouveaux acteurs comme l'Inde, le Brésil, la Turquie ou encore l'Afrique du Sud, dont l'implication dans les domaines aussi variés que l'énergie, les communications, infrastructures, etc., soulignent le caractère concurrentiel des relations internationales sur le continent, de même qu'elle consolide l'arrimage de l'Afrique à la mondialisation.

Au-delà de leurs spécificités et modalités pratiques, les doctrines africaines des nouveaux émergents convergent dans leur volonté de rompre avec l'imaginaire de la coopération initiée par les partenaires traditionnels du continent africain, et de promouvoir le multilatéralisme. Au-delà de leur rhétorique Sud-Sud altruiste, toutes traduisent, cependant, une volonté commune de faire évoluer le système international vers une architecture conforme à leur propre aspiration : atteindre un statut d'influence et d'acteurs globaux. Le Brésil table ainsi sur ses liens historiques et culturels avec l'Afrique et l'espace lusophone via notamment la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), pour asseoir une diplomatie commerciale réaliste, conforme au déploiement international de ses entreprises, tout en mobilisant le concept stratégique de la défense de l'Atlantique sud, considéré comme zone d'intérêts vitaux.

L'Afrique a confirmé, pour l'Inde, son statut de « réservoir d'opportunités » tant pour le gouvernement que pour les grands groupes industriels indiens, qui y voient l'occasion d'internationaliser leurs activités et d'augmenter leur capacité à répondre aux besoins d'une Inde en pleine expansion. Toutefois, au niveau politique et stratégique, la percée indienne est aussi motivée par l'objectif de favoriser une convergence d'intérêts autour d'une réforme de la gouvernance mondiale.

En ce qui concerne la Turquie, l'Afrique représente aussi une occasion de diversifier son commerce et de réduire sa dépendance vis-à-vis des marchés européens. Sa politique africaine s'inscrit aussi dans une stratégie visant à améliorer, outre les perspectives économiques du pays, sa position régionale et internationale.

Principale puissance influente au sein-même du continent, l'Afrique du Sud tire de son statut particulier dans le monde politique africain, hérité de la lutte contre l'apartheid, la composante majeure de son « soft power ». Elle inscrit son ambition d'émergence dans le cadre d'une vision « panafricaniste », la contribution de l'Afrique du Sud à la paix allant de pair avec sa percée économique sur le continent.

L'absence d'un passé colonial et les politiques visant un transfert de savoirs et de technologies, ou encore la formation des cadres des pays partenaires, constituent les principaux leviers d'une perception favorable de la présence des nouveaux pays émergents dans les pays hôtes. Mais dans ce registre, l'Inde semble de loin la nation la plus outillée, à travers les programmes de l'Indian Technical and Economic Co-operation ou dans le cadre des activités de l'Indian Council for Cultural Relations, pour inscrire dans la durée l'impact d'une formation des élites des pays hôtes.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- ANDREASSON STEFAN, « Africa's prospects and South Africa's leadership potential in the emerging markets century », *Third World Quarterly*, 32 (6), 2011, p. 1165-1181.
- ANGEY GABRIELLE, « La recomposition de la politique étrangère turque en Afrique subsaharienne. Entre diplomatie publique et acteurs privés », Paris, Note de l'IFRI, mars 2014.
- BESENYO JÁNOS, OLÁH PÉTER, « One of the new competitors in Africa : Turkey », *Academic and Applied Research in Military Science*, 11 (1), 2012, p. 145.
- CRUZ AGUILAR SÉRGIO LUIZ, « South Atlantic : Brazil-Africa Relations in the field of security and defense », *Austral : Brazilian Journal of Strategy & International Relations*, 2 (4), 2013, p. 47-68.
- EMRE AKEL ABDULLAH, « How has "Turkey's Africa Strategy" been Affecting Turkey's Exports to Africa : Evidence from Firm-Level Data for 2003-2012 », GTAP Paper.
- GUNAY MUSTAFA, « Turkey-Africa Relations », Chatham House (Transcript), 14 avril 2011.
- KAYA KAREN et WARNER JASON, « Turkey and Africa : A Rising Military Partnership? », FMSO, octobre 2012.
- KITCHEN NICHOLAS (ed.), *Emerging Powers in Africa*. Londres : LSE Special Reports, 2013.
- MANDELA NELSON, « South Africa's Future Foreign Policy », *Foreign Affairs*, novembre/décembre 1993.
- NAIDU SANUSHA, « India's Growing African Strategy », *Review of African Political Economy*, 35 (115).
- ÖZKAN MEHMET, « Turkey's rising role in Africa », *Turkish Policy Quarterly*, 9 (4), p. 93-105.
- PFISTER ROGER, « South Africa's Recent Foreign Policy Towards Africa : Issues and Literature », Center for International Studies Paper n° 29, Zurich : ETH, 2000.
- [Plan stratégique 2013-2018 du DIRCO](#), Department of International Relations and Cooperation.
- RIZZI KAMILLA RAQUEL et SCHUÜTZ NATHALY XAVIER, « Foreign Policy of New South Africa : Reinsertion and Regional Affirmation », *Austral : Brazilian Journal of Strategy & International Relations*, 3 (5), 2014, p. 193.
- SCHRAEDER PETER J., « South Africa's Foreign Policy : From International Pariah to Leader of the African Renaissance », *The Round Table*, 359, 2001, p. 229-243.
- STOLTE CHRISTINA, « Brazil in Africa : Just Another BRICS Country Seeking Resources ? », *Chatham House Briefing Paper*, novembre 2012.
- SUNDSTØL ERIKSEN STEIN et al., *India in Africa : Implications for Norwegian Foreign and Development Policies*, Oslo : NUPI Report, 2012.
- TAKU FUNDIRA, « South Africa-Africa trade at a glance : Economic and trade policy overview », [TRALAC](#), 2011.
- VAN ROOYEN FRANK, *Blue Helmets for Africa : India's Peacekeeping in Africa*, SAIIA Occasional Paper 60, mai 2010 ; Ruchita Beri, "India's Role in Keeping Peace in Africa", *Strategic Analysis*, 32 (2), 2008, p. 197-221.
- VERACHIA ABDULLAH, « [Unpacking India's African Engagement](#) », Presentation prepared for the OECD Expert Meeting, Paris, octobre 2010.

Auteurs :

Bruno Hellendorff
Michel Luntumbue

Coordination scientifique :

Michel Luntumbue

Les idées et opinions exprimées dans cette note n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Le **Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)**, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le ministère de la Communauté française de Belgique. Créé en 1979, le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité. Il souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr, en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. www.grip.org